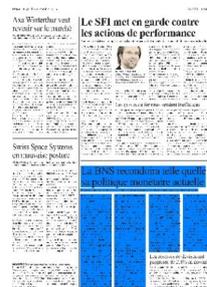


L'Agefi  
1026 Echandens-Denges  
021/ 331 41 41  
www.agefi.com

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Magazines populaires  
Tirage: 5'500  
Parution: 5x/semaine



N° de thème: 377.021  
N° d'abonnement: 1086479  
Page: 4  
Surface: 28'403 mm<sup>2</sup>

# La BNS reconduira telle quelle sa politique monétaire actuelle

Elle se réunit aujourd'hui à l'occasion de son examen trimestriel de la situation économique et monétaire.

Plusieurs facteurs indiquent que la situation ne devrait pas évoluer dans l'immédiat.

«Un scénario autre que le statu quo constituerait une très grosse surprise», déclare Daniel Kalt, économiste en chef d'UBS. Le régime actuel sur deux piliers, soit le taux d'intérêt négatif et les interventions sur le marché des changes pour empêcher une hausse du franc, sera très vraisemblablement maintenu, considère également Nadia Gharbi, économiste chez Pictet & Cie.

**La politique de la BNS vise à maintenir ses taux au-dessous de ceux de la Banque centrale européenne (BCE), rappelle Sergio Rossi, professeur d'économie à l'Université de Fribourg. Ceci afin d'empêcher le franc de s'apprécier par rapport à l'euro.** Or la zone euro fait face à un certain nombre de problèmes qui empêchent toute augmentation des taux d'intérêt à ce stade.

Au Brexit et à d'autres facteurs s'ajoute l'issue du référendum constitutionnel en Italie, qui fait peser un risque pour le système bancaire italien. Son assainissement nécessitera peut-être un soutien européen, explique le professeur Rossi. Il faut en tout cas s'attendre à ce que la BCE prolonge ce jeudi son pro-

gramme de rachats d'obligations d'entreprises de trois ou six mois, selon Daniel Kalt.

Si le franc reste sous pression face à l'euro, la situation est en passe d'évoluer face au dollar. Mercredi prochain, la Réserve fédérale américaine (Fed) relèvera en effet très vraisemblablement son taux d'intérêt, parie Daniel Kalt. Si le dollar s'apprécie, cela sera un souci de moins pour la BNS, qui pourra tolérer une légère appréciation par rapport à l'euro, note Nadia Gharbi.

Dans un scénario idéal, la Fed pourrait relever ses taux deux fois, voire trois fois en 2017, projette Daniel Kalt. Dans la foulée, la BCE pourrait diminuer ses rachats d'obligations d'entreprises pour abandonner ses taux négatifs en 2018. Ce qui nous mène à l'horizon 2019-2020 pour une mesure similaire de la part de la BNS, et ce en l'absence de nouvelle récession.

Si la BNS ne peut pas relever ses taux dans l'immédiat, elle peut difficilement les abaisser et doit se contenter d'agir en intervenant sur les marchés des changes, à hauteur de 800 à 900 millions de francs par semaine en moyenne depuis deux ans. Avec des pics à entre 5 et 6 milliards de francs par semaine à l'occasion du Brexit et

de l'élection de Donald Trump. Abaisser davantage les taux d'intérêt serait difficilement supportable pour l'économie suisse et pourrait déstabiliser son système financier. Si les banques répercutaient les taux négatifs sur les clients, ceux-ci retireraient une grande partie de leur épargne et seraient menés à prendre des risques démesurés sur les marchés, relève le professeur Rossi. Selon Sergio Rossi, la BNS a de facto épuisé sa marge de manoeuvre et il faut désormais envisager une autre mesure pour réduire la surévaluation du franc. Il faut taxer les achats de francs sur les marchés des changes, ce qui permettrait à la Confédération de récolter quelques milliards avec lesquels aider les PME qui sont en difficulté à cause du franc fort, prône-t-il.

Cette idée ne plaît pas aux banques, qui achètent des milliards de francs chaque jour pour se débarrasser de leurs euros, concède M. Rossi. Aujourd'hui déjà, un nombre croissant d'entre elles répercutent les taux négatifs sur les gros dépôts, notamment les caisses de pension.

Il s'agit bien d'une forme de taxe sur les dépôts bancaires, relève-t-il. – (ats)